

14 Sports

Cyclisme

La Tropicale Amissa Bongo décalée au mois de février

S.A.M.

Libreville/Gabon

LE comité d'organisation de la Tropicale Amissa Bongo a annoncé, mercredi, sur son compte Twitter, que la 12e édition de cette compétition aura lieu du 27 février au 5 mars prochain. Avec cette annonce, la Tropicale déroge à ses habitudes, puisqu'elle se déroule habituellement durant le mois de janvier.

Pour le comité, la raison de ce décalage exceptionnel est à trouver dans l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2017, qui coïncide avec les dates habituelles de la course cycliste. « Depuis 2006, une dizaine d'équipes africaines et des forma-



Photo : F. M. MOMBO

Adrien Petit, vainqueur de la 11e édition.

tions du Tour de France s'affrontent tous les ans en janvier, sur les routes du

Gabon», ont indiqué les organisateurs de cette épreuve.

La conséquence de cette situation est que la Tropicale se tient à une période

de l'année où la saison cycliste a déjà commencé et que d'autres épreuves

prestigieuses ont lieu dans ce même laps de temps. Comme le Tour d'Abu Dhabi ou le Paris-Nice, qui sont des compétitions inscrites sur le calendrier du World Tour. Mais pour le comité d'organisation de la Tropicale Amissa Bongo, cette situation n'est pas problématique. Car le communiqué de la Tropicale affirme que cette course cycliste reste « la plus relevée du calendrier africain de l'UCI, classée en catégorie 2.1. Ce qui lui permet d'accueillir chaque année, depuis 2006, des équipes du World Tour, de Continental Pro et des meilleures sélections nationales africaines.»

Adrien Petit (Direct Energie) avait remporté le classement final de la 11e édition.

Dopage/Russie

Le Parlement russe vote une loi renforçant la responsabilité des entraîneurs

AFP

Moscou/Russie

LE Parlement russe a voté jeudi une loi qualifiant de "crime" le fait de forcer un sportif à se dopage, alors que la Russie a frôlé l'exclusion des JO-2016 après avoir été accusée d'organiser un dopage d'Etat.

Cette loi, qui doit encore être approuvée par le Sénat et le président Vladimir Poutine avant d'entrer en vigueur, prévoit des peines d'un an de prison ferme pour les entraîneurs reconnus coupables d'avoir eu recours à la violence ou aux menaces afin qu'un sportif se dope.

"Il s'agit bien entendu d'une réponse aux critiques venant de l'étranger, qui accusent notre pays

d'avoir prétendument eu un programme d'Etat favorable au dopage", a déclaré le président du Comité olympique russe (COR) et député Alexandre Joukov. Cette loi prouve que le gouvernement a "une politique de tolérance zéro" envers le dopage, a-t-il assuré aux agences de presse russes. De son côté, le député et membre du Comité parlementaire pour le sport Dmitri Svichtchev a annoncé préparer une deuxième loi similaire, visant cette fois les sportifs russes ayant accepté de se dopage.

"Je peux désormais dire que toutes nos engagements envers le programme antidopage ont été remplis", a-t-il déclaré à l'AFP.

La Russie est empêtrée dans un vaste scandale de dopage depuis la publica-



Photo : D.R.

La Russe Maria Sharapova (d), déclarée positive au cours d'un contrôle antidopage.

tion en novembre 2015 mondiale antidopage dopage organisé dans d'un rapport de l'Agence (AMA) sur un système de l'athlétisme russe.

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) avait alors suspendu la Russie de toute participation aux compétitions internationales d'athlétisme. Plus de 110 de ses sportifs, dont la quasi-totalité de ses athlètes, n'ont pas pu participer aux JO-2016, le pays échappant de peu à une exclusion collective.

Début août, le Comité international paralympique a ensuite exclu le Comité paralympique russe en raison de ce scandale, privant tous les sportifs russes des Jeux paralympiques à Rio. Moscou reste encore dans le viseur des instances antidopage: l'AMA a annoncé le mois dernier que la deuxième partie du rapport McLaren, publié en juillet et incriminant largement la Russie, sera publiée en décembre.

Football/Grèce

La fédération gérée par la Fifa pour y faire le ménage

AFP

Athènes/Grèce

LE gouvernement grec a permis, jeudi, à la Fédération internationale de football (Fifa) de prendre en main la gestion de sa fédération nationale (EPO) afin de "mettre un terme" à "la corruption" qui y règne. Le vice-ministre des Sports, Stavros Kontonis, a soumis au parlement un amendement qui met fin à des mois de querelles entre la Fédé-

ration et le gouvernement grecs à propos de la gestion controversée du foot grec.

"Aujourd'hui, nous donnons officiellement le feu vert au comité (de la Fifa) pour qu'il mette un terme à un régime pourri et à la corruption prévalant dans le football grec", a déclaré M. Kontonis devant les membres du parlement.

Le mois dernier, la Fifa avait mis en place un comité de normalisation afin que l'EPO révisé ses règlements et les aligne sur les normes de la Fifa.



Photo : AFP

La Fifa, dont Gianni Infantino est le président, a pris en main la gestion de la Fédération nationale de la Grèce (EPO).

"La corruption est endémique depuis des années dans le football et a été soutenue par des hauts responsables politiques qui ont déclaré ne rien pouvoir faire en raison des engagements signés par l'Etat grec", a ajouté le ministre.

Le comité mis en place par la Fifa étudiera également les problèmes liés à l'arbitrage et à l'éthique, et organisera de nouvelles élections au sein de l'EPO le 31 mai 2017.